

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RM

94 chaussée BRUNHAUT
59530 ENGLEFONTAINE

Références : V3/2023/294
Code AIOT : 0100032988

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2023 dans l'établissement RM implanté 94 chaussée BRUNHAUT 59530 ENGLEFONTAINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a lieu après un signalement auprès des services de la DREAL le 30/08/2023 par courriel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RM
- 94 chaussée BRUNHAUT 59530 ENGLEFONTAINE
- Code AIOT : 0100032988
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RM Englefontaine est déclarée au titre des rubriques de la nomenclature des ICPE suivantes depuis le 18/10/2022 :

Rubrique	Nature de l'activité	Volume maximal	Régime ICPE
2716.2	Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes	100 m ³	DC
2713.2	Transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux	100 m ²	D
2714.2	Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	500 m ³	D

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Code de l'environnement du 29/09/2023, article L. 512-7 / Rubrique 2712	Code de l'environnement du 27/10/2023, article L. 512-7	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois
2	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155-7 / Agrément VHU	Code de l'environnement du 27/10/2023, article R. 543-155-7	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois
3	Code de l'environnement du 03/10/2023, article L. 512-7 / Rubrique 2716	Code de l'environnement du 27/10/2023, article L. 512-7	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois
4	Code de l'environnement du 03/10/2023, article L. 512-1 / Rubrique 2718	Code de l'environnement du 27/10/2023, article L. 512-1	/	Mise en demeure, déchets	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection inopinée du 13 octobre 2023 a lieu dans le cadre d'une opération CODAF organisée par la gendarmerie.

Elle permet de constater que l'exploitation relève des rubriques suivantes des ICPE :

- 2718, régime de l'autorisation
- 2716, 2712, régime de l'enregistrement.

L'exploitant ne dispose pas des autorisations administratives pour ces activités.

L'inspection propose à Monsieur le préfet un projet d'arrêté de mise en demeure à l'encontre de RM Englefontaine, demandant la régularisation de la situation administrative via le dépôt d'un dossier de régularisation de la situation administrative de l'établissement, ou la cessation des activités.

Par ailleurs, considérant le risque de pollution des sols, l'inspection propose à Monsieur le préfet un arrêté de mesures conservatoires demandant le retrait des déchets dangereux et des VHU présents au sein de l'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Code de l'environnement du 29/09/2023, article L. 512-7 / Rubrique 2712

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/10/2023, article L. 512-7
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative, Installation illégale
Prescription contrôlée : I. Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées. [...] Rubrique 2712 créée par le Décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 et modifié par le Décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 et le Décret n°2018-458 du 6 juin 2018 : Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 : 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ² --> Enregistrement
Constats : Le jour de la visite, l'inspection compte 27 véhicules VHU, 5 à l'entrée du site, et 22 derrière le bâtiment de stockage des déchets DIB. Les véhicules sont stockés directement sur le sol, sans protection particulière. Via ce stock de véhicule, les activités liées à l'entreposage de VHU occupent une surface de 27*6 = 156 m ² . L'activité exercée par l'exploitant est soumise au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Toutefois l'exploitant indique le jour de la visite ne pas avoir réalisé de démarche en préfecture au titre de la réglementation des ICPE au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des ICPE. Cette activité est exercée sans l'autorisation administrative requise, aussi l'inspection propose à Monsieur le préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation administrative de son activité soit en déposant un dossier de demande d'enregistrement, soit en cessant son activité. Considérant le risque de pollution des sol, l'inspection propose à Monsieur le préfet un projet d'arrêté de mesures conservatoires demandant le retrait des VHU vers un centre de traitement agréé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, mesures conservatoires
Proposition de délais : 6 mois ; 1 mois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/10/2023, article R. 543-155-7
Thème(s) : Situation administrative, Agrément VHU
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage relevant du 1° de l'article R. 543-154, ou des cyclomoteurs à trois roues hors d'usage, doit en outre être agréé à cet effet. Cet agrément est délivré, suspendu ou retiré selon les modalités prévues à l'article R. 515-37 et à l'article R. 515-38. est annexé à cet agrément un cahier des charges qui fixe les obligations du bénéficiaire. Le contenu de ce cahier des charges est défini à l'article R. 543-155-8 pour les centres VHU et à l'article R. 543-155-9 pour les broyeurs. Un arrêté conjoint des ministres chargés, respectivement, de l'environnement, de l'intérieur, de l'économie et de l'industrie précise le contenu et les modalités de délivrance de l'agrément.
Constats : Des véhicules en cours de démontage ont été constatés sur le site. L'exploitant reconnaît exercer une activité de démontage sans agrément, et souhaite régulariser la situation. Au vu des activités constatées de démontage de véhicules hors d'usage réalisées sans l'agrément requis, l'inspection propose à Monsieur le préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation administrative de son activité soit en déposant un dossier de demande d'agrément, soit en cessant son activité de démontage de véhicules dans un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/10/2023, article L. 512-7
Thème(s) : Situation administrative, Installation illégale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Rubrique 2716 créée par le Décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 et modifiée par le Décret n°2018-458 du 6 juin 2018 et le Décret n°202-828 du 30 juin 2020 :</p> <p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ ; (E)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déposé un dossier de déclaration au titre de la rubrique 2716 des ICPE le 18/10/2023. Il déclare alors limiter ses stocks à un volume inférieur à 100 m³.</p> <p>Le jour de la visite l'inspection constate un stock important de déchets industriels banals (DIB) à l'intérieur du bâtiment. Le tas de déchet est d'une hauteur moyenne supérieure à 2 m. Il occupe la zone de tri et la zone de stockage identifiée dans le plan des installations de RM à Englefontaine, déposé en préfecture dans le cadre de sa déclaration au titre de la rubrique 2716.</p> <p>L'inspection estime que les DIB occupent 1 400 m² à l'intérieur du bâtiment, sur une hauteur moyenne de 2 m, soit 2 800 m³.</p> <p>Par ailleurs, à l'extérieur du bâtiment, l'inspection note la présence de nombreux dépôt.</p> <p>A proximité immédiate du bâtiment, un volume de 300 m³ environ est présent sur une hauteur de 3 m.</p> <p>Également, sur la zone de stockage extérieure, au niveau des parcelles cadastrales 677, 678 et 679 de la commune d'Englefontaine, un volume important de déchets non dangereux, non inertes est réparti en vrac sur le sol nu. Les stocks représentent une surface totale estimée à 4 000 m² sur 3 m de hauteur en moyenne.</p> <p>Au total, l'inspection estime le stock de déchets non dangereux non inertes à 15 100 m³.</p> <p>L'activité exercée par l'exploitant est soumise au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Cette activité est exercée sans l'autorisation administrative requise, aussi l'inspection propose à Monsieur le préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation administrative de son activité soit en déposant un dossier de demande d'enregistrement, soit en</p>

cessant son activité et évacuant les déchets dans les filières appropriées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/10/2023, article L. 512-1
Thème(s) : Situation administrative, Installation illégale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre 1er.</p> <p>[...]</p> <p>Rubrique créée par le Décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 et modifiée par le Décret n° 2013-814 du 11 septembre 2013 et le Décret n°2018-458 du 6 juin 2018</p> <p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges (A-2)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate la présence de plaques de fibrociment contenant de l'amiante dans la partie nord-est de la parcelle 678. Le volume stocké de plaques qui ont été observées est estimé à 10 m³.</p> <p>Dans la même zone, l'inspection note la présence de 1 m³ de plaques (ressemblant à du béton fibré) qui pourraient être un matériau isolant amianté. L'inspection demande à l'exploitant de procéder à la caractérisation de ce déchet et de lui fournir la preuve de son élimination vers les filières appropriées.</p> <p>De plus a proximité des plaques d'amiante, l'inspection constate le stockage, en mélange avec des DIB environ 40 m³ de plaques de goudron. L'inspection demande à l'exploitant de vérifier que ces plaques ne sont pas des déchets dangereux, de lui transmettre le rapport des analyses, et de les évacuer vers les filières appropriées.</p> <p>L'inspection constate le jour de la visite la présence d'un stock de bois traité estimé à 800 m³ au niveau de la parcelle 678.</p> <p>Le bois traité est un déchet dangereux dont le stock relève de la rubrique 2718.</p> <p>L'inspection constate le jour de la visite la présence d'environ 10 m³ de pots de peinture usagés posés en vrac sur le sol au niveau de la parcelle 678.</p> <p>L'ensemble de ces stocks est disposé en vrac sur un sol nu, non imperméable.</p> <p>En considérant la densité de l'épicéa (460 kg/m³), un volume de 800 m³ a une masse de 368 tonnes. Cette valeur est une estimation basse, étant donné la faible densité de l'épicéa par rapport à d'autres essences.</p>

La densité des plaques de fibrociment est d'environ 1 600 kg/m³; 10 m³ représentent donc 16 tonnes.

La quantité de déchets dangereux stockés est nettement supérieure au seuil de l'autorisation de la rubrique 2718, qui est fixé à 1 tonne.

L'exploitant n'a pas d'autorisation administrative pour réaliser cette activité.

L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de cesser la collecte de déchet dangereux, et de procéder à la caractérisation et à l'évacuation vers les filières appropriées de l'ensemble déchets dangereux présent au sein de l'exploitation dans un délai de 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, déchets

Proposition de délais : 1 mois